

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal

Séance du 27 octobre 2022

Présents : MM. Bauwens Bernard, Bourgmestre - Président;
Delépine, Bocage, Dudant, Echevins ;
Vincent, Desmette, Vivier, Billouez, Mory M., Bocquet, Mahieu, Debilde,
Mory F., Bauwens J., Chevalier, Denayer, Verscheure, Marquant,
Conseillers ;
Detournay, Directeur général

Objet : 1.713.411 Taxe sur la force motrice (040/364-03)

LE CONSEIL COMMUNAL, en séance publique ;

Vu la Constitution, articles 41, 162 et 170 §4 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et -2, L3131-1^{er} § 3°, L3132-1 et L3321-1 à -12 ;

Vu l'Arrêté royal du 12 avril 1999 relatif à la procédure en matière de réclamation ;

Vu le Décret programme du 23 février 2006 relatif « aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon » paru au Moniteur Belge du 7 mars 2006 p.13611 ;

Vu la Circulaire budgétaire du 19 juillet 2022 relative à l'élaboration des budgets 2023 des communes de la Région wallonnes ;

Vu la situation des finances communales ;

Vu l'autonomie communale en matière de fiscalité telle qu'elle a été consacrée par de récents arrêtés du Conseil d'État ;

Vu la communication du projet de règlement au Directeur financier en date du 18 octobre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Directeur financier remis en date du 20 octobre 2022 joint en annexe ;

Après en avoir délibéré,

ARRÊTE : À L'UNANIMITÉ

Article 1er – Il est établi pour l'exercice 2023 à charge des exploitations industrielles, commerciales, financières, agricoles et des professions ou métiers quelconques, ayant été en activité pendant l'année précédant l'exercice fiscal, et aux conditions réglementaires ci-après, une taxe annuelle sur les moteurs fixes ou mobiles, quel que soit le fluide qui les actionne.

La taxe due par l'association momentanée sera perçue à charge de celle-ci ou à son défaut, à charge des personnes physiques ou morales en faisant partie.

Après dissolution de l'association momentanée, les personnes physiques ou morales qui en faisaient partie sont solidairement débitrices des taxes restant à recouvrer.

Article 2 – La taxe est fixée comme suit :

- EXONERATION pour les contribuables détenant une puissance imposable inférieure à 10 KW.
- 7,50 € (SEPT EUROS ET CINQUANTE CENTIMES) par KW de puissance nominale des moteurs pour les contribuables détenant une puissance imposable de 10 à 20 KW.
- 25 € (VINGT CINQ EUROS) par KW de puissance nominale des moteurs pour les contribuables détenant une puissance imposable supérieure à 20 KW.

Article 3 – Toute fraction de KW est arrondie au KW supérieur. La taxe est due pour les moteurs utilisés par le contribuable pour l'exploitation de son établissement ou de ses annexes.

Sont à considérer comme annexe à un établissement, toute installation ou entreprise, tout chantier quelconque établi sur le territoire de la Ville pendant une période ininterrompue de trois mois au moins.

Par contre, la taxe n'est pas due à la commune siège de l'établissement pour les moteurs utilisés par l'annexe définie ci-avant et dans la proportion où ces moteurs sont susceptibles d'être imposés par la commune où se trouve l'annexe.

Si soit un établissement, soit une annexe définie ci-dessus utilise de manière régulière et permanente un moteur mobile pour le relier à une ou plusieurs de ses annexes ou à une voie de communication, ce moteur donne lieu à la taxe dans la commune où se trouve soit l'établissement, soit l'annexe.

Article 4 – La taxe est établie selon les bases suivantes :

- a) si l'installation de l'intéressé ne comporte qu'un seul moteur, la taxe est établie d'après la puissance nominale dudit moteur.
- b) si l'installation de l'intéressé comporte plusieurs moteurs, la puissance taxable s'établit en additionnant les puissances nominales desdits moteurs et en affectant cette somme, forcée à l'unité supérieure lorsqu'elle comprend toute fraction de KW, d'un facteur de simultanéité variable avec le nombre de moteurs. Ce facteur, qui est égal à l'unité pour un moteur, est réduit de 1/100^e de l'unité par moteur supplémentaire jusqu'à 30 moteurs,

puis reste constant et égal à 0,70 pour 31 moteurs et plus.

La puissance des appareils hydrauliques est déterminée de commun accord entre l'intéressé et le Collège communal.

En cas de désaccord, l'intéressé a la faculté de provoquer une expertise contradictoire.

c) les dispositions reprises aux literas a) et b) du présent article sont applicables par la Ville suivant le nombre des moteurs taxés par elle en vertu de l'article 5.

Article 5 – Sont exonérés de la taxe :

1°) le moteur inactif pendant toute l'année :

L'inactivité partielle d'une durée ininterrompue égale ou supérieure à un mois pendant le cours de cette année donne lieu à un dégrèvement proportionnel au nombre de mois durant lesquels les appareils auront chômé; en cas d'exonération pour inactivité partielle, la puissance du moteur exonéré est affectée du facteur de simultanéité appliqué à l'installation de l'intéressé.

L'obtention du dégrèvement est subordonnée à la remise par l'intéressé d'avis recommandés à la poste ou contre reçus, faisant connaître à l'administration communale, l'un la date où le moteur commencera à chômer, l'autre celle de la remise en marche.

Le chômage ne prendra cours, pour le calcul du dégrèvement qu'après la réception du premier avis.

Est assimilée à une inactivité d'une durée d'un mois, l'activité limitée à un jour de travail sur quatre semaines dans les entreprises ayant conclu avec l'ONEM un accord prévoyant cette limitation d'activité en vue d'éviter un licenciement massif du personnel. Est également assimilée à une inactivité d'une durée d'un mois, l'inactivité pendant une période de quatre semaines suivie par une période d'activité d'une semaine, lorsque le manque de travail résulte de causes économiques;

2°) le moteur actionnant un véhicule servant aux transports en commun concédés par les pouvoirs publics;

3°) le moteur entraînant une génératrice d'énergie électrique pour la partie de sa puissance correspondante à celle qui est nécessaire à l'entraînement de la génératrice;

4°) le moteur à air comprimé;

5°) la force motrice utilisée pour les services des appareils d'épuisement des eaux quelle que soit l'origine de celle-ci, de ventilation, d'éclairage;

6°) le moteur de réserve, c'est-à-dire celui dont le service n'est pas indispensable à la marche normale de l'usine et qui ne fonctionne que dans des circonstances exceptionnelles pour autant que sa mise en service n'ait pas pour effet d'augmenter la production des établissements en cause;

7°) le moteur de rechange, c'est-à-dire celui qui est exclusivement affecté au même travail qu'un autre qu'il est destiné à remplacer temporairement;

8°) les véhicules assujettis à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles ou spécialement exemptés de l'impôt par une disposition des lois coordonnées relatives à ladite taxe de circulation;

9°) tout nouvel investissement acquis ou constitué à l'état neuf à partir du 1^{er} janvier 2006

en application du Décret programme du 23 février 2006 relatif « aux Actions prioritaires pour l'Avenir wallon » paru au Moniteur Belge du 7 mars 2006, p. 13611 .

Article 6 – Si un moteur nouvellement installé ne fournit pas immédiatement son rendement normal parce que les installations qu'il doit activer ne sont pas complètes, la puissance non utilisée, exprimée en KW sera considérée comme étant de réserve pour autant qu'elle dépasse 20 % de la puissance renseignée dans l'arrêté d'autorisation. Cette puissance sera affectée du coefficient de simultanéité appliqué à l'installation de l'intéressé.

Dans ce cas, la puissance en KW déclarée ne sera valable que pour trois mois et la déclaration devra être renouvelée tous les trimestres aussi longtemps que cette situation d'exception persistera.

Pour l'application de l'alinéa précédent, on entend par moteurs nouvellement installés ceux, à l'exception de tous les autres, dont la mise en activité date de l'année précédant celle qui est envisagée au point de vue de l'assiette de l'impôt ou de l'année antérieure.

Dans les cas spéciaux, ces délais pourront être élargis.

Article 7 – Les moteurs exonérés de la taxe par suite de l'inactivité pendant l'année entière ainsi que ceux exonérés en application de la disposition faisant l'objet de 2°), 3°), 4°), 5°), 6°), 7°), 8°) et 9°) de l'article 5, n'entrent pas en ligne de compte pour fixer le facteur de simultanéité de l'installation de l'intéressé.

Article 8 – Lorsque, pour une cause d'accident, les machines de fabrication ne seraient plus à même d'absorber plus de 80 % de l'énergie fournie par un moteur soumis à la taxe, l'industriel ne sera imposé que pour la puissance utilisée du moteur, exprimée en KW, à condition que l'activité partielle ait au moins une durée de trois mois et que l'énergie disponible ne soit pas utilisée à d'autres fins.

L'obtention du dégrèvement est subordonnée à la remise, par l'intéressé, d'avis recommandés à la poste ou remis contre reçus, faisant connaître à l'administration communale, l'un la date de l'accident, l'autre, la date de remise en marche; l'inactivité ne prendra cours, pour le dégrèvement, qu'après la réception du premier avis.

L'intéressé devra, en outre, produire sur demande de l'administration communale, tous les documents permettant de contrôler la sincérité de ses déclarations.

Sous peine de déchéance du droit à la modération de la taxe, la mise hors d'usage d'un moteur pour cause d'accident, doit être notifié dans les 8 jours à l'administration communale.

Article 9 – L'exploitant est tenu de notifier à l'administration communale les modifications ou déplacements apportés à son installation dans le cours de l'année.

Article 10 – L'administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans les 30 jours de sa réception.

Le contribuable qui n'a pas reçu de déclaration est tenu de déclarer à l'administration communale, au plus tard le 31 janvier de l'exercice suivant l'exercice d'imposition (exercice d'imposition +1), les éléments nécessaires à la taxation.

Article 11 – La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne la procédure de taxation d'office de la taxe.

Article 12 – En cas d'enrôlement d'office, la taxe qui est due est majorée :

- de 100 % la 1^{ère} année ;
- de 150 % la 2^e année ;
- de 200 % à partir de la 3^e année.

Article 13 – Les intérêts de retard sont dus conformément aux articles 414 à 416 du CIR 1992.

Article 14 – En cas de non-paiement de la taxe à l'échéance, conformément aux dispositions légales applicables, une sommation de payer sera envoyée au contribuable. Cette sommation se fera par courrier recommandé. Les frais postaux de cet envoi seront à charge du redevable.

Ces frais postaux seront recouverts en même temps que le principal.

Article 15 – Les clauses relatives à l'enrôlement, au recouvrement et au contentieux sont celles des articles L 3321-1 à 3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de l'Arrêté royal du 12 avril 1999 relatif à la procédure en matière de réclamation et de la loi programme du 20 juillet 2006.

Article 16 - Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :

- Responsable de traitement : la Ville d'Antoing ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- Méthode de collecte : via les déclarations des contribuables, les contrôles ponctuels et les recensements ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 17 – La présente délibération sera transmise pour approbation au Gouvernement Wallon et publiée conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD.

Article 18 - La présente délibération entrera en vigueur le 1^{er} jour de la publication.

PAR LE CONSEIL :

Le Directeur général,
(s) P. DETOURNAY

Le Président,
(s) B. BAUWENS.

Le Directeur général,
P. DETOURNAY

Pour extrait conforme :



Le Bourgmestre,
B. BAUWENS